

Maître d'ouvrage:

LE NID
Société Coopérative de Production d'HLM
26 boulevard du 21^{ème} Régiment d'Aviation
54 000 NANCY

Lieux d'exécution des prestations :

**Nancy (54 000), Métropole du Grand Nancy, Département de la Meurthe et Moselle,
et ponctuellement les autres départements de la région Grand Est**

Nature des prestations :

**Assurances en Dommages Ouvrages – Tous Risque Chantier
–Constructeur Non Réalisateur.**

Lot unique Le Nid

Date du Marché :

Montant du marché :
(en %)

Imputation :

ACTE D'ENGAGEMENT

☒ Appel d'offres ouvert suivant les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 prise en application de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014, et les dispositions du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

☒ Commandes ponctuelles sur bordereaux de Prix Unitaire suivant sans engagement minimum ni maximum en valeur ou en quantités.

Ordonnateur : Monsieur Le Directeur Générale du NID

Comptable assignataire des paiements : L'Assistante de direction du NID

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (1)

Je soussigné (qualité),
Suivant pouvoir en date du
Agissant au nom et pour le compte de la Cie
Société régie par le Code des Assurances
Forme sociale.....au capital de
Ayant son siège social à.....
Inscrite au RCS de..... Sous le n°.....

OU

Je soussigné,
Représentant le Cabinet.....
Faisant élection de domicile à.....
Inscrit au RCS de.....sous le n°.....

Agissant au nom et pour le compte de la Cie.....
Société régie par le Code des Assurances
Forme sociale.....au capital de
Ayant son siège social à.....
Inscrite au RCS sous le n°.....
En tant qu'agent général dûment habilité

OU

Je soussigné,
Représentant le Cabinet.....
Société de Courtage en assurances
Faisant élection de domicile à.....
Inscrit au RCS de.....sous le n°.....

Dûment habilité suivant mandat en date duà engager la Cie ci-après mentionnée :

Nom :
Ayant son siège social à.....
Et faisant élection de domicile à.....
Société régie par le Code des Assurances
Au capital de.....
Inscrite au RCS de
Sous le N°.....

- Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ENGAGEANT la Compagnie ou la société de courtage d'Assurances.

Sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations de services d'assurance dans les conditions ci-après définies, lesquelles constituent mon offre.
L'offre ainsi présentée ne me liant toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres figurant dans le règlement de la consultation.

(1) A compléter à l'aide de l'une des formules de l'annexe ci-jointe.

ARTICLE 2 - PRIME

La prime telle qu'elle résulte de la proposition tarifaire et des conditions générales et particulières jointes en annexes s'élève à :

DOMMAGES OUVRAGES – GARANTIES COMPLETES				
Nature de la garantie	Montant de la garantie	Taux en % HT	Prime nette HT	Franchise
Garantie légale (Décennale indexée BT01)	Montant des travaux et Honoraires			Néant
Garanties facultatives :				
Bon fonctionnement	% Mini en € : Maxi en € :			Néant
Dommages immatériels	% Mini en € : Maxi en € :			Néant
Dommages aux existants	% Mini en € : Maxi en € :			Néant

Le prestataire fera **OBLIGATOIREMENT** une proposition pour la police suivante :

CONSTRUCTEUR NON REALISATEUR (C.N.R)				
Nature de la garantie	Montant de la garantie	Taux en % HT	Prime nette HT	Franchise/ sinistre indexée BT01
Garantie légale (Décennale indexée BT01)	Montant des travaux et Honoraires			% Mini en € : Maxi en € :
Garanties facultatives (sans indexation)				
Bon fonctionnement	% Mini en € : Maxi en € :			% Mini en € : Maxi en € :
Dommages immatériels	% Mini en € : Maxi en € :			% Mini en € : Maxi en € :
Dommages aux existants	% Mini en € : Maxi en € :			% Mini en € : Maxi en € :

Prime Totale (hors CNR)		Prime Totale (CNR incluse)	
Montant HT	Montant TTC	Montant HT	Montant TTC

Dont

Taxes au taux de% sur les garanties légales

Taxes au taux de% sur les garanties facultatives

L'Assureur fera également une proposition unique d'assurance « Dommages-Ouvrages » avec extension à la CNR

DOMMAGES-OUVRAGES avec extension à la CNR Garanties Complètes		
Taux de prime unique% répartis comme suit : Au titre des garanties légales :% du taux de base (hors fonds de compensation) Au titre des garanties facultatives :% du taux de base	
Assiette de prime	Montant TTC OU Montant HT	
	MONTANT DES GARANTIES	
1) Désordres de nature décennale	Montant des travaux et honoraires HT ou TTC indexé BT01	
2) Bon fonctionnement% du coût total de la construction Minien €: épuisables Maxi.....en €: épuisables	
3) Dommages immatériels% du coût total de la construction Minien €: épuisables Maxi.....en €: épuisables	
4) Dommages aux existants% du coût total de la construction Minien €: épuisables Maxi.....en €: épuisables	
	FRANCHISE	
Dommages - ouvrages	Sans franchise	

Constructeur non Réalisateur% par sinistre	
	avec un minimum de..... en €	
	avec un maximum de en €	
	indexé avec BT01 pour la garantie décennale	
	TAXES	
Au titre des garanties légales :.....%		
Au titre des garanties facultatives :..... %		
	Prime nette HT	
	Prime TTC	

TOUS RISQUES CHANTIER		
Assiette de prime		
Taux de prime%	
Franchise€ / Sinistre	
Taxes%	
	Prime nette HT	
	Cat Nat au taux de% sur la prime nette HT	
	Prime TTC	

Délai maximum proposé du contrat TRCMois
Délai maximum de prorogation automatiqueMois
Modalités financières liées à la prorogation le cas échéant	

ARTICLE 3 - DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat pour chaque nature de risque couvert est définie aux conditions particulières jointes en annexe au présent acte d'engagement et dont elles font partie intégrante.

Le marché prendra effet le 1^{er} juillet 2021 et son terme est fixé au 31 décembre 2025

ARTICLE 4 - MODE DE REGLEMENT

4.1 - Délai de paiement

Le maître de l'ouvrage (ou son mandataire) s'acquittera du paiement de la prime dans un délai de 45 jours au plus à compter de la date de réception de l'appel de prime correspondant.

4.2 - Modalité de règlement

Le maître de l'ouvrage (ou son mandataire) s'acquittera de la prime due au titre du présent marché, par :

☐ chèque ou par

☐ Virement établi à l'ordre de (joindre un RIB)

Bénéficiaire	Compte à créditer				
	Banque	Code Banque	Code Guichet	Compte N°	Clé RIB

4.3 - Avance forfaitaire

Du fait de l'émission d'une prime provisionnelle dans les conditions fixées au cahier des charges, le titulaire renonce au versement d'une avance forfaitaire.

ARTICLE 5 - RESILIATION

Outre les cas de résiliation prévus réglementairement, la résiliation du marché pourra être prononcée :

- en cas d'abandon définitif du projet par le maître d'ouvrage quelqu'en soit le motif.
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis conformément aux dispositions du décret 2016-360 du 25 mars 2016. Dans ce cas la résiliation sera prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques. Il pourra être fait application du Code des Assurances.

CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE PROTECTION DES DONNEES

Ce marché, ainsi que l'ensemble des documents en lien avec le marché (procès verbaux, rapports, compte rendus, courriers; ...) peuvent contenir des données à caractère personnel, protégées par la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2004.801 du 06 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Est préalablement exposé ce qui suit :

Les Parties sont convenues des clauses contractuelles suivantes afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes lors de l'accès ou de l'utilisation par le prestataire à des données à caractère personnel du Nid

Le prestataire s'engage à respecter et impose à son personnel ainsi qu'à ses fournisseurs et éventuels sous-traitants, la présente clause de confidentialité. Le prestataire ne peut agir que sur instruction du Nid.

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

Le prestataire s'engage à considérer comme « confidentielles » les informations de toute nature, écrites ou orales, qu'il serait amené à connaître durant l'exécution de l'ordre de mission. L'obligation de confidentialité du prestataire continuera après expiration des présentes, aussi longtemps que lesdites informations n'auront pas été rendues publiques par le Nid.

Le prestataire s'engage à ne pas divulguer à des tiers non autorisés ou à des prestataires situés hors de l'Union européenne, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, tout ou partie des informations confidentielles, sans y avoir été invitée en vertu d'un accord préalable, exprès et écrit du Nid.

Dès la fin du contrat le prestataire retournera au Nid, les documents et données et toutes copies effectuées qu'il peut détenir dans le cadre de l'exécution de ses prestations.

Le prestataire reconnaît que tout manquement à ses obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la fin immédiate de sa mission.

En cas de recours à un prestataire extérieur, le prestataire s'engage à ce que ce dernier agisse sous sa responsabilité et son contrôle, dans le cadre d'un contrat permettant d'assurer le respect des obligations de sécurité et de confidentialité souscrites par lui-même.

ARTICLE 6 - DECLARATIONS

La SCP Le Nid se libérera des sommes dues au titre du présent marché en établissant un virement bancaire (sur **compte unique** en cas d'offres groupées solidaires).

J'atteste que l'entreprise pour laquelle j'interviens est à jour de l'obligation fixée aux articles L5212-1, L5212-2, L5212-3 et L5212 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5 du Code du Travail concernant l'emploi de personnes handicapées

J'atteste que l'entreprise pour laquelle j'interviens fera réaliser le travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243/1 et L3243-2- L1221-10, L1221-13 et L1221-15 du Code du Travail, et qu'elle s'est acquitté des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail.

J'atteste sur l'honneur que je n'ai pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions sises aux articles L8221-1 du Code du Travail, l'entreprise pour laquelle j'interviens est à jour de l'obligation fixée à l'article L8221-1, L8221-3 et L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du Travail.

J'atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1

J'atteste ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts

J'atteste ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce

J'atteste ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger et j'atteste ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre l'activité de mon entreprise pendant la durée prévisible d'exécution du marché

Le titulaire du marché s'engage envers Le Nid, à s'acquitter des obligations suivantes :

- obligations des articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail relatifs au travail dissimulé
- le titulaire du marché déclare être en règle avec son inscription, le cas échéant, au Registre des Métiers et au Registre du Commerce ou des Sociétés.
- le titulaire du marché déclare procéder régulièrement aux déclarations exigées par les organisations de prestations sociales et par l'administration fiscale.
- le titulaire du marché déclare, lorsqu'il emploie des salariés, effectuer au moins deux des formalités prévues aux articles L3243-1, L3243-2, L1221-10, L1221-13 et L1221-15 du Code du Travail.

Au cas où le titulaire contreviendrait à cet engagement, il est expressément convenu qu'il serait tenu à l'égard de d'une somme égale au titre des indemnités pouvant lui être réclamées en vertu des articles L8222-1, L8222-2, L8222-3, L8222-5 et L8222-6 du Code du Travail.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations des articles D8254-2 à D8254-6 du code du travail (Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008), de remettre lors de la conclusion du contrat la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail.

Conformément aux articles 11 à 19 de l'Arrêté du 9 Mai 1995, la signature du représentant du titulaire porte affirmation, sous peine de résiliation de plein droit du présent marché aux torts exclusifs de la société pour le compte de laquelle il intervient, qu'aucune des personnes occupant des situations dans la société ne tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 50 de la loi 52.401 du 14 Avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi n°78.9753 du 17 Juillet 1978.

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations seront réalisées par du personnel employé régulièrement au regard des articles L3243-1, L3243-2, L1221-10, L1221-13 et L1221-15 du Code du Travail.

Le titulaire atteste sur l'honneur que l'entreprise pour laquelle il intervient est à jour de l'obligation fixée aux articles L5212-1 à L5212-4 du Code du Travail, concernant l'emploi de personnes handicapées.

Le titulaire déclare sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 8 et 38 de l'ordonnance 2005-649 du 06 juin 2005.

Le représentant du titulaire atteste :

- que l'entreprise pour laquelle il intervient est à jour de l'obligation fixée aux articles L5212-1, L5212-2, L5212-3, L5212-5 et L5212-7 du Code du Travail concernant l'emploi de personnes handicapées
- que l'entreprise pour laquelle il intervient fera réaliser le travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 3243/1 et L3243-2- L1221-10, L1221-13 et L1221-15 du Code du Travail, et qu'elle s'est acquitté des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail.
- Qu'il n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions sises aux articles L8221-1 du Code du Travail, l'entreprise pour laquelle j'interviens est à jour de l'obligation fixée à l'article L8221-1, L8221-3 et L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du Travail.
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts
- que l'entreprise pour laquelle il intervient n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce

- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger et atteste que l'entreprise n'est pas admise au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre l'activité de l'entreprise pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Mon offre me lie pour la durée de validité des offres soit : **90 Jours**.

Fait en un seul original

A..... .Le.....

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des)

Prestataire(s)

ARTICLE 7 - APPROBATION DU MARCHE

Est accepté la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A le

Le maître d'ouvrage